

LE CAHIER DES BONNES PRATIQUES



N° 09 - FÉVRIER 2016

ÉDITO



SOMMAIRE

“Vivre à domicile et dans la cité” : l’ADMR Orléans Val de Loire adopte la devise d’Handéo	24
Une équipe mobile santé précarité : la voie pour faciliter l’accès aux soins	25
Les centres sociaux parisiens intègrent le volet professionnel à leurs actions linguistiques	26
Section accueil surdité : l’inclusion scolaire s’adapte aux besoins de l’enfant sourd	27
“Il ne suffit pas de parler d’inclusion sociale, il faut la rendre possible”	28
La Contre-allée : une “école” pilote créée par des parents pour socialiser les enfants autistes	29
Récup’ et mécanique : le vélo au service de l’insertion professionnelle et sociale	30

Les yeux ouverts

Par Nathalie Levray

Q uoi de plus enthousiasmant que l’inclusion sociale ? Appartenir à la même grande famille et exercer librement ses droits politiques, économiques, sociaux et culturels au sein de notre société. Un idéal français, européen. Chaque réseau présent dans ce *Cahier des bonnes pratiques* s’en préoccupe avec conviction et témoigne de son engagement dans son champ d’intervention. Des actions à double sens, qui bénéficient à chacun et ouvrent les uns sur les autres. Participer et travailler. La Croix-Rouge française investit pour l’accès au droit à la santé ; les centres sociaux actifs pour le droit à la langue qui détermine le droit à l’emploi, également une préoccupation des acteurs de l’économie sociale et solidaire. Accueillir et intégrer. Le réseau ADMR, auprès des personnes handicapées, la Ligue de l’enseignement, soutien d’une action vers les enfants autistes, la Fehap vers les enfants sourds. Le concept peut toutefois être dangereux, il porte en lui le ferment de l’exclusion. La Fnadepape alerte sur l’inclusion qui aplanit toute différence. Alors agir, mais les yeux ouverts, sans retour à l’étymologie du mot, à l’emprisonnement. Pour ne pas enfermer dans des standards de pensée et d’éducation, l’inclusion oblige à déjouer le piège de l’uniformisation et de la mise à l’écart de celles et ceux par trop différents. Donner sa place et prendre sa place. Pouvoir construire son identité et être reconnu par les autres membres de la communauté. L’inclusion ou le savoir s’adapter.

“VIVRE À DOMICILE ET DANS LA CITÉ” : L’ADMR ORLÉANS VAL DE LOIRE ADOPTE LA DEVISE D’HANDÉO

Labellisée Cap’Handéo, l’association participe à l’inclusion des personnes handicapées grâce à son savoir faire acquis auprès des personnes âgées.

“Les freins pour l’inclusion de la personne atteinte d’un handicap dans notre société sont encore nombreux !”, s’exclame Anne Elise Hamon, cadre de secteur de l’association ADMR Orléans Val de Loire. Pour lever les obstacles, l’association locale s’est fixée pour objectif d’obtenir le label Cap’Handéo : mission accomplie en juillet 2015. Son personnel d’intervention à domicile et administratif a suivi une formation et s’est familiarisé avec les différents types de handicap, a découvert les animations correspondant à la mise en œuvre du projet personnalisé de la personne accompagnée, et appris les manipulations nécessaires à garantir sa propre sécurité et celle de la personne handicapée. Au plan professionnel, les salariés sont désormais capables d’adapter leurs prestations aux attentes des personnes en situation de handicap pour qu’elles vivent la vie la plus ordinaire possible. Au plan personnel, ils deviennent des vecteurs d’inclusion en parlant à leur entourage de cette nouvelle facette de leur travail.

ACCOMPAGNER VERS L’EXTÉRIEUR

“Le label Cap’Handéo prolonge, auprès des personnes handicapées, le projet historique de l’ADMR : répondre aux besoins d’aide à domicile de tous les publics, poursuit Yves Lecomte, pré-



sident de l’association ADMR Orléans Val de Loire. Outre les prestations classiques, le service intègre la spécificité de ce nouveau public, souvent jeune, avec des exigences et des contraintes inhabituelles pour les assistants de vie”. L’ADMR propose un accompagnement à la vie sociale pour lequel le service a d’ailleurs dû adapter son amplitude horaire (de 6 heures à minuit). “C’est un outil au service de la socialisation ; nos personnels accompagnent vers l’ex-

térieur les personnes en situation de handicap : au cinéma, chez des amis, au restaurant”, précise Maëva Baugard, responsable qualité. Un véhicule équipé est à disposition. L’ambition est que toute personne puisse accéder à des services de proximité lui permettant de vivre à domicile, quel que soit son lieu d’habitation, son handicap ou ses ressources. “Ce service labellisé convaincra peut-être certaines personnes de revenir vivre chez elles et la société sera, de ce fait, plus encline à les accueillir”, espère Anne Elise Hamon.

Cette compétence supplémentaire du secteur de l’aide à domicile, un atout pour poursuivre la professionnalisation des salariés, ouvre des passerelles vers les structures médicosociales, foyers de vie, accueils de jour, etc., pour prendre le relais de missions qu’elles ne peuvent plus remplir, faute de moyens. “Une occasion

pour mixer les deux mondes et travailler davantage ensemble”, conclut la professionnelle.

L’INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Lien social et proximité pour les personnes handicapées
- Passerelle avec d’autres professionnels médicosociaux
- Label associatif comme signe de qualité



ADMR

Contact : www.admr.org
01 44 65 55 55

UNE ÉQUIPE MOBILE SANTÉ PRÉCARITÉ : LA VOIE POUR FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS

Dans le département de l'Ain, un camion Croix-Rouge française et son équipe vont à la rencontre des populations isolées ou fragiles. Un dispositif mobile qui va être développé.

Un camion qui sillonne les routes de l'Ain et une porte ouverte quand il fait halte. C'est le concept de base de l'Équipe mobile santé précarité de la délégation Croix-Rouge française de l'Ain, une déclinaison locale et mobile du dispositif national Accueil Santé Social soutenu par la Fondation Sanofi Espoir. L'idée est de rencontrer "un public sans couverture sociale ou en rupture de droits, ou très désocialisé, pour qui les besoins de santé ne sont pas une priorité", explique Stéphanie Giron, chargée de mission Santé Précarité. Dans l'Ain, le projet lancé en 2013 n'est pas figé : l'équipe le réajuste au plus près des besoins en fonction des rencontres et des réalités du terrain. Depuis novembre 2015, l'action est dédiée à la prévention. "La population souffre de l'éloignement des structures de soins ; notre objectif est d'aller vers celles et ceux qui sont les plus isolés", analyse Anne Bornet, responsable de projets de santé publique.

PARTENARIAT ET MUTUALISATION

L'approche de cette "Croix-Rouge sur roues" est multifonction. L'initiative fonctionne avec un médecin, un médiateur social, un infirmier, tous bénévoles, et les salariés et bénévoles de la Croix-Rouge. Elle offre une consultation médicale de premier recours accompagnée, au besoin, de la délivrance de médicaments de première nécessité. Une orientation sociale permet de faire le point avec la personne sur sa situation, ses droits, et de préconiser une réponse en cas de situation d'ur-



gence. Un contrôle de la glycémie est également proposé.

"Le partenariat est primordial dans notre approche mobile de l'accès à la santé", rapporte Anne Bornet. Souvent sollicitée par des partenaires locaux, l'équipe constate que l'efficacité de l'opération est conditionnée à une communication et une sensibilisation en amont suffisantes. De même, la régularité des visites et la collaboration avec les travailleurs sociaux du CHRS,

du Cada ou de la structure en amélioreront l'impact, tout comme la mutualisation : "le camion a un côté ludique à exploiter pour toucher les personnes qui se déplacent pour une autre raison", explique Anne Bornet. L'équipe envisage ainsi de profiter de la venue des personnes aux permanences d'aide alimentaire de la Croix-Rouge française ou des Restaurants du cœur pour amplifier son action. L'agence régionale de santé a bien compris l'intérêt d'aller au plus près des populations exposées aux difficultés d'accès à la santé : elle subventionne l'action et a retenu le camion pour dépister la rétinopathie diabétique. Un encouragement, pour la Croix-Rouge française, à développer sa logique de l'"aller vers".

L'INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Action conjuguée salariés / bénévoles
- Partenariat local
- Outil ludique et itinérant



CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Contact : www.croix-rouge.fr
Tél. : 01 44 43 11 00

LES CENTRES SOCIAUX PARISIENS INTÈGENT LE VOLET PROFESSIONNEL À LEURS ACTIONS LINGUISTIQUES

Le projet Môm'action du centre social J2P fait le lien entre les besoins linguistiques des stagiaires et les compétences professionnelles des métiers de la petite enfance.

“Le droit à la langue”, au même titre que les autres droits essentiels est un gage pour favoriser l'inclusion sociale. “Tous les centres sociaux affiliés à la Fédération de Paris proposent des ateliers sociolinguistiques”, explique Marie-France Gueyffier, sa présidente. Outre que la maîtrise du français permet d'être autonome et à l'aise dans la société, c'est un sésame à l'exercice du droit à l'emploi. “Une demande territoriale très forte”, témoigne Anne Lacoste, coordinatrice pédagogique et formatrice au centre social J2P dans le XIXe arrondissement de Paris. “Une partie des femmes qui fréquentent les ateliers sociolinguistiques (ASL) veulent travailler, notamment auprès des enfants”. “Banco !”, ont répondu nombre de professionnels.



construit sur la base d'une méthodologie inspirée de l'autobiographie raisonnée, accompagnée de rencontres avec des professionnels des métiers visés et des responsables de formation qualifiante ou certifiante, et de visites de lieux ressources. Un accompagnement social personnalisé par la référente parentalité met toutes les chances du côté de la stagiaire, notamment par la prise en compte des freins socioéconomiques. La formation prépare une entrée en formation ou l'accès à un emploi. “J2P propose le palier manquant dans les dispositifs de formation linguistique existants, à l'interface des ASL et des formations de droit commun, type passerelles linguistiques, chantier d'insertion ou autre”,

ACTIONS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE

L'association J2P est emblématique à cet égard. Réinvestissant une expérience pédagogique réussie, menée entre 2010 et 2014 pour préparer le Bafa sur site, l'équipe conçoit un nouveau module de formation sociolinguistique à visée professionnelle dans le secteur de la petite enfance. Le projet Môm'action - soutenu par le département de Paris et la Fondation Sisley - d'Ornano - s'adresse aux femmes en grande précarité, souvent

seules avec des enfants, pour améliorer leur niveau en français, les informer sur le monde du travail et leurs droits, et débloquent leur parcours vers l'emploi en levant les obstacles linguistiques à l'emploi. En ligne de mire : le développement de l'employabilité, la construction d'un projet professionnel, l'accès à l'émancipation et à l'autonomie, à l'initiative personnelle réfléchie et choisie.

Le module sur huit mois s'organise avec l'équipe bénévole et salariée du centre. Le projet professionnel est

constate Anne Lacoste.

Pour essayer cette méthodologie, de nouveaux outils pédagogiques seront bientôt disponibles en ligne sur le blog Linguistikanim.

L'INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Accompagnement à l'employabilité
- Adaptation de l'offre sociale aux besoins
- Réinvestissement d'expérimentations et mutualisation



FCSF

Contact : www.centres-sociaux.fr
Tél. : 01 53 09 96 16

SECTION ACCUEIL SURDITÉ : L'INCLUSION SCOLAIRE S'ADAPTE AUX BESOINS DE L'ENFANT SOURD

Le Service d'éducation auditive Paul Éluard des PEP 66, adhérent de la Fehap, accompagne l'apprentissage de la socialisation et de la communication en maternelle

Que faire quand l'inclusion scolaire n'apporte pas de réponse aux besoins spécifiques des enfants sourds scolarisés en maternelle ? La "section accueil surdité" (SAS), créée par le Service d'éducation auditive (SEA) Paul Eluard des PEP66 au sein d'une section d'éducation et d'enseignement spécialisé (Sessad), propose des ateliers spécifiques de stimulation à la communication, organisés au sein d'une école maternelle de Perpignan. Une façon de préserver le concept d'inclusion scolaire et de favoriser la scolarisation des jeunes sourds en maternelle, en phase avec les valeurs de solidarité et d'aide aux moins chanceux portées par les PEP et les missions du Service de soutien à l'éducation familiale et à l'intégration scolaire. L'école Claude Simon accueille les enfants de la section deux demi-journées par semaine. La SAS prend en charge le transport des écoles d'origine vers l'école d'accueil. Le reste de la semaine, les enfants suivent leur scolarité normalement, à l'école de leur quartier. Les ateliers sont animés par des intervenants spécialisés et les enfants ne sont coupés ni des rituels ni de la temporalité scolaires.

CONSTRUIRE UNE LANGUE

L'objectif est de donner à l'enfant sourd, le plus tôt possible dans sa scolarité, un outil de communication pour éviter l'isolement. Il faut "armer le petit pour qu'il puisse s'exprimer



comme n'importe quel enfant et comprendre les autres", explique Thierry Brunel, directeur du SEA. Les ateliers sont articulés autour de quatre temps. L'accueil, qui utilise une communication adaptée orale et en langue des signes française (LSF) ; une pédagogie ludique et artistique de l'oralisation fait émerger la parole par les mouvements du corps, les traces, les sons en couleur et le vécu du rythme de la parole ; des ateliers de contes bilingues oral/LSF et un atelier d'éveil complètent le dispositif.

Ces activités préparent les enfants à leur scolarisation en CP et les aident à se construire une identité d'enfant sourd, à l'aise dans le milieu scolaire. La SAS travaille ainsi sur la revalorisation et l'estime de soi, la socialisation et les acquisitions préscolaires. Le constat après trois ans est positif : les

enfants trouvent mieux leur place et s'épanouissent au milieu des autres. Menée en partenariat avec l'Education nationale et la ville de Perpignan, l'action s'intègre au projet de l'école accueillante qui familiarise au handicap les enfants entendant et les instituteurs. Certains reconnaissent d'ailleurs aborder différemment leur pédagogie pour offrir des activités adaptées autant aux enfants entendant qu'aux enfants sourds.

L'INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Inclusion scolaire et connaissance du handicap
- Partenariat association / institutions
- Adaptation de l'école aux besoins

"IL NE SUFFIT PAS DE PARLER D'INCLUSION SOCIALE, IL FAUT LA RENDRE POSSIBLE"

Le président de la Fnadepape, Jean-Marie Muller, propose d'adapter la pratique de la protection de l'enfance aux enjeux de l'inclusion.



© DR

Que représente l'inclusion sociale pour vous ?

Le concept d'inclusion sociale est intéressant pour désigner le but ultime d'une société harmonieuse, où chacun trouve sa place. Mais dans nos réalités quotidiennes, ses effets peuvent être dévastateurs. Il faut veiller à ce que l'inclusion sociale ne soit pas le moyen de se débarrasser de l'exclusion. Le label "inclusion" ne doit pas empêcher de regarder du côté des plus démunis. Or il ne parle souvent que de ceux qui ne sont pas très éloignés de la norme sociale. Dans le domaine de la protection de l'enfance, l'exemple le plus dramatique est celui des jeunes majeurs. Les politiques publiques veulent à tout prix les inclure dans le droit commun. Si tous les jeunes de 18 ans s'affranchissaient

de conseil, de soutien et de relation avec leur parentèle, pourquoi pas. Mais ce n'est pas le cas ! Une famille ne laisse pas tomber son enfant au prétexte de son dix-huitième anniversaire.

Quelles difficultés identifiez-vous pour les jeunes majeurs ?

Le concept d'inclusion sociale représente un piège pour eux. Penser que les jeunes sont tous pareils est un malentendu, voire une erreur, qui enclenche un processus d'exclusion. Ces jeunes

La Fnadepape tire la sonnette d'alarme sur le taux élevé de représentation dans l'errance des jeunes sortis de la protection de l'enfance.

majeurs n'ont pas la même assise que les autres ; dès la 6^e, ils ont du retard et obtiennent leur baccalauréat, très souvent, deux ans plus tard que les autres, eu égard à leurs difficultés de parcours. Aujourd'hui ils se voient proposer une orientation vers des études courtes, pour qu'ils les aient terminées le plus tôt possible après leurs 18 ans. Moment couperet où les jeunes majeurs sont livrés à eux-mêmes. Même s'ils ont l'envie et les capacités d'être médecin ou avocat, ils se retrouvent maçon ou peintre. L'iniquité est complète et la discrimination dont ils sont victimes ruine évidemment

le concept d'inclusion sociale. Et après 21 ans, c'est pire : seuls cinq départements sur 100 prennent en compte le parcours du jeune qui poursuit ses études jusqu'à 25 ans. La Fnadepape tire la sonnette d'alarme sur le taux élevé de représentation dans l'errance des jeunes sortis de la protection de l'enfance.

Que préconisez-vous pour sortir de ce piège ?

Pour rendre opérants les dispositifs d'inclusion sociale, il faut adapter les outils au parcours de ces jeunes et travailler sur leurs différences. L'inclusion doit être considérée à partir de 16 ans, pour préparer l'avenir après 18 ans ou 21 ans, et les soutenir jusqu'à leur entrée dans la vie active. Ce n'est pas un coût pour la société, mais un investissement. Si l'inclusion sociale d'un jeune sorti de la protection sociale échoue, la société entre, au mieux, dans la spirale des minima et des accompagnements sociaux. Ce n'est pas satisfaisant. Prenons cela en compte et l'usage du mot transformera, je l'espère, les pratiques de demain.

Si l'inclusion sociale d'un jeune sorti de la protection sociale échoue, la société entre, au mieux, dans la spirale des minima et des accompagnements sociaux.



FNADEPAPE

Contact : www.fnadepape.org
Tél. : 03 83 29 91 81

LA CONTRE-ALLÉE: UNE "ÉCOLE" PILOTE CRÉÉE PAR DES PARENTS POUR SOCIALISER LES ENFANTS AUTISTES

Dans le Roannais, la Ligue de l'enseignement de la Loire met à disposition deux volontaires en service civique pour favoriser l'inclusion des enfants handicapés.

Quelle chance la société laisse-t-elle aux enfants autistes d'intégrer et d'être intégrés à la communauté ? Pour une alternative à la prise en charge sanitaire et collective de leurs enfants, des parents ont créé l'association 3.14 et sa structure d'accueil associative pilote La Contre-allée. "Nos enfants ne sont pas malades, leur mode de fonctionnement est seulement différent", témoigne Lise Burdin, sa présidente.

Hors du carcan d'une institution fermée, la Contre-allée accueille cinq enfants de 8 à 13 ans, à temps partiel. Une équipe pluridisciplinaire, composée de professionnels et de bénévoles, apporte une réponse individualisée, scolaire et comportementale, par une prise en charge axée sur la pédagogie et le développement de l'autonomie. Chaque élève est accompagné par une vingtaine de bénévoles, qui lui sont exclusivement dédiés et lui donnent le temps de répéter pour apprendre. Accompagnés par un assistant de vie scolaire, les enfants sont par ailleurs scolarisés en milieu ordinaire.

DOUBLE SENS

L'inclusion scolaire n'est pas le but ultime. "Le projet associatif, souligne Lise Burdin, vise surtout à ne pas écarter les enfants de la société et à leur apprendre à évoluer au sein d'un groupe. Ils ont besoin des autres pour grandir". Pour cela, le centre social du Coteau est partenaire de la Contre-allée depuis trois ans. "La Ligue de l'enseignement



soutient cette action qui porte les valeurs de l'éducation populaire", précise Stéphane Millet, responsable vie associative de la Fédération de la Loire. Elle met à disposition de l'association et du centre social deux volontaires en service civique.

Avec eux, les enfants de la Contre-allée rencontrent ceux du centre social deux mercredis après-midi par mois, alternativement dans un lieu ou dans l'autre. Des activités sportives communes sont organisées ou des expositions, des sorties au cinéma sont proposées. "Ces rencontres sont essentielles à la socialisation, reprend Lise Burdin. Des liens d'amitié se sont créés bien sûr. Mais au-delà, l'échange entre pairs permet de débloquer certains apprentissages chez les enfants de la Contre-allée". L'inclusion n'est pas à sens unique,

ces moments partagés profitent aux enfants des deux côtés. Au centre social, le regard sur le handicap a changé. "Ce projet travaille à la tolérance des uns envers les autres. Le mot inclusion pourrait disparaître si la société n'alimentait pas les différences entre les enfants. Il faut les mélanger le plus tôt possible tout en tenant compte des compétences personnelles". Ne manquent que les gros sous pour étendre la pratique.

L'INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Techniques d'apprentissage portées par des bénévoles
- Socialisation par l'ouverture sur d'autres lieux d'accueil
- Pédagogie individualisée et à forte capacité d'adaptation



Contact : www.laligue.org
Tél. : 01 43 58 95 00

RÉCUP' ET MÉCANIQUE : LE VÉLO AU SERVICE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE

Le Rayon Vert fait la preuve de l'utilité de l'insertion par l'activité économique : emploi, solidarité et partage de connaissances, lien social et protection de l'environnement.

Le pouvoir de la pédale est énorme : remettre en selle des personnes un peu perdues dans la société et éloignées du monde professionnel. À Clamart, la maxime adopte la forme d'un chantier d'insertion autour du vélo : Le Rayon Vert, porté depuis un an par l'association Arpeije. "Un complément à nos activités traditionnelles d'accompagnement vers l'emploi", explique Carole Lacour, sa directrice. Le projet fait écho à l'objectif associatif d'un mieux vivre ensemble et à la certitude que "chacun peut trouver sa place personnelle, sociale et professionnelle dans la société".

Les activités : récupération (200 vélos l'an passé) et recyclage, réparation, entretien et maintenance, vente. À l'atelier, Alexandre, encadrant technique passionné et diplômé CQP mécanicien cycles, "apprend le métier" aux six – bientôt dix – salariés, sélectionnés sur leur envie de s'en sortir plus que sur leurs compétences en mécanique du cycle. Tous ne deviendront pas des pros de la bicyclette embauchés par des vélocistes, mais tous utiliseront les 24 mois de leur contrat à durée déterminée d'insertion pour relancer leur parcours professionnel et le sécuriser – avec l'aide de Nathalie, conseillère en insertion et coordinatrice de l'atelier. Un retour à l'emploi est déjà inscrit à l'actif du Rayon vert.

SOLIDARITÉ LOCALE

L'engin à deux roues est un puissant vecteur de lien social. "Le vélo est un



© INLH

élément de vie partagé par beaucoup de gens, alors forcément, ça parle et ça rassemble", constate Carole Lacour. Trois fois par semaine, l'atelier devient un lieu de vie du quartier et toute sorte de gens s'y côtoie : pour acheter son nouveau cycle à prix tout doux, donner son ancien vélo en racontant son histoire. Et, si on compte au nombre des 280 adhérents, se faire aider à réparer sur place. "L'autoréparation casse les barrières entre les gens", confirme Alexandre. Les salariés transmettent à leur tour leurs connaissances, guident, expliquent. Si le moment est propice à l'évaluation des apprentissages, il l'est aussi pour nouer des contacts et vérifier qu'on est capable de se faire comprendre, reprendre confiance. Jimmy est fier de dire qu'il a davantage

progressé sur le plan social qu'en mécanique : "j'ai suivi une formation pour savoir accueillir les gens à l'atelier. Même ma famille me trouve changé", se réjouit-il. Carole Lacour voit dans le vélo "un outil social extraordinaire : le chantier dédramatise l'insertion et permet d'aborder ce sujet avec les visiteurs, réguliers ou non". La prochaine étape ? Étendre le domaine d'intervention avec des ateliers mobiles.

L'INTÉRÊT DE LA PRATIQUE

- Une chaîne de transmission des savoirs
- Un ancrage dans le quartier
- Le vélo comme vecteur de dialogue



RENESS

Contact : www.reness.fr